



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2934
25 octobre 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Derrière le théâtre parlementaire

Le patronat impose sa politique



MAVILLE NANTES - AULNAYLIBRE - JEAN-BAPTISTE BORNIER LE DAUPHINE LIBÉRÉ - MAXPPP REMI WAFFLART

Entreprises

**Gros profits
et licenciements**

Pages 12 à 16

Climat

**Après eux
le déluge**

Page 5

BRICS

**Une alternative
à l'impérialisme?**

Page 9

Leur société

- Débat parlementaire : jeu d'acteurs autour du déficit 3
- Mensonges sur les retraites 3
- AME : xénophobie contre santé publique 4
- RN : pour plaire au patronat 4
- Lycée Sévigné – Tourcoing : l'extrême droite s'empare de l'affaire 4
- Taxe d'habitation : retour ou pas, la population paiera 4
- Catastrophes climatiques : « après moi, le déluge ! » 5
- La nature a bon dos 5
- Les municipalités face aux compagnies d'assurance 5
- Martinique : un accord au rabais 6
- Nouvelle-Calédonie : les travailleurs du nickel attaqués 6
- HLM : l'écran de fumée des attributions 7
- L'argent des locataires part en fumée 7
- Malnutrition : un projet patronal indigeste 7
- Nos lecteurs écrivent : la fibre côté usagers et sous-traitants 7
- Médicament anti-obésité : des profits en surpoids ! 11
- Camps : continuité dans la rétention 11
- Nos lecteurs écrivent : se faire exploiter... de manière solidaire 11
- Beauvais : patrons à l'attaque, État au diapason 12
- Meuse : menaces de licenciements 12
- Crèches privées : main basse sur l'argent 12

Dans le monde

- Gaza-Liban : Sinouar abattu, le massacre continue 8
- Union européenne : toujours pire contre les migrants 8
- États-Unis : à la fin, c'est la bourgeoisie qui gagne 9
- BRICS : le mirage 9
- Iran : la combativité ouvrière 10
- Congo Brazzaville : grève dans le secteur public 10
- Afrique australe : les conséquences du réchauffement climatique 10
- Italie : les travailleurs de l'automobile dans la rue 16

Dans les entreprises

- Saunier Duval – Nantes 13
- Milee 13
- Sanofi – Compiègne 14
- Sanofi : le gouvernement sort le chloroforme 14
- Dassault 14
- Airbus 15
- De Gand à Dunkerque 15
- Stellantis – Poissy : non à la fermeture de l'usine ! 16

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Cercle Léon Trotsky 3

L'art de pleurer la bouche pleine et de mentir comme un arracheur de dents !

Nous sommes saoulés de propagande patronale. Pendant l'été, il y a eu la levée de boucliers contre le smic à 1600 euros net. Des grands patrons, des politiciens et leurs chiens de garde médiatiques qui gagnent chaque jour 1 000, 2 000, et même 100 000 euros dans le cas du PDG de Stellantis, nous ont expliqué qu'un tel smic allait ruiner les entreprises, provoquer des millions de chômeurs et mettre l'économie à genoux.

À peine nommé, Barnier a lancé sa campagne d'intox sur la dette de l'État : avec 3 200 milliards de dette, le pays serait au bord du gouffre, et nous sommes tous accusés d'être des enfants gâtés. Comme s'il n'y avait pas, d'un côté, des milliardaires plus riches que jamais, et de l'autre tous ceux qui triment du matin au soir, parfois sans arriver à joindre les deux bouts !

Et voilà maintenant une nouvelle salve de propagande, autour de la « crise de l'industrie ». Le salon de l'Automobile a, en effet, été l'occasion d'un intense bourrage de crâne faisant croire que la filière allait très très mal. Le PDG de Renault, Luca de Meo, a affirmé que son groupe était « en mode survie ». Tavares, le PDG de Stellantis, a annoncé avec fracas que sa marge opérationnelle a été divisée par deux. *Le Figaro* a carrément parlé de « la descente aux enfers de Stellantis ».

Ce sont des menteurs. Ils crient avant d'avoir mal. La prétendue « descente aux enfers de Stellantis », c'est d'avoir réalisé 5,6 milliards d'euros de bénéfices pour le premier semestre 2024, au lieu du record de 11 milliards pour la même période de 2023. Si certains constructeurs ont produit moins de véhicules, ils les ont vendus à des prix bien plus élevés. Acheter une voiture neuve coûte en moyenne 8 000 à 10 000 euros de plus qu'en 2019. Et de fait, les profits continuent d'être au rendez-vous.

Les lamentations sur les incertitudes liées à la voiture électrique et la concurrence chinoise ont deux objectifs. Le premier est de pousser les travailleurs à se résigner aux plans de licenciements et aux fermetures d'usines qui se multiplient. C'est d'autant plus important, qu'en plus de la purge en cours chez nombre de leurs sous-traitants et fournisseurs, les constructeurs projettent de fermer des usines historiques, telle celle de Poissy dans les Yvelines pour Stellantis.

Leur second objectif est d'obtenir des rallonges de subventions de la part de l'État. Car même si

le gouvernement veut diminuer les dépenses de celui-ci, les capitalistes n'entendent pas renoncer à leurs rentes publiques. Eh bien, cela s'appelle des rapaces ! Tous ces grands groupes brassent des milliards, mais ils n'en ont jamais assez.

L'équipementier Valeo a annoncé la fermeture de trois sites, en Isère, dans la Sarthe et dans les Yvelines, rayant 1 200 emplois de la carte. Ce groupe a doublé le dividende versé aux actionnaires et s'est vanté d'avoir augmenté de 11 % son chiffre d'affaires. Avec 184 usines dans le monde pour plus de 100 000 salariés, il aurait de quoi répartir le travail entre tous ses sites et n'en fermer aucun.

Michelin menace de fermer ses usines de Cholet, Joué-les-Tours et Vannes. Airbus a annoncé 2 500 licenciements. Avec 3,6 milliards de bénéfices en 2023 pour le premier et 4 milliards pour le second, ils pourraient maintenir intégralement les emplois et tous les salaires, y compris de leurs sous-traitants ou de leurs fournisseurs, qu'ils forcent aujourd'hui à mettre la clé sous la porte.

Des productions seraient devenues inutiles avec le moteur électrique ? Il y aurait besoin de moins de fonderies ? Eh bien, que ces grands groupes proposent d'autres emplois aux ouvriers qui ont travaillé et usé leur santé pour eux et leurs actionnaires ! Qu'ils répartissent le travail entre tous sans perte de salaire !

Il n'y a pas de fatalité. Les travailleurs ne sont pas voués à se faire écraser par la loi du profit et du grand capital. Ne pas se laisser intoxiquer par la propagande patronale, relayée par le gouvernement et la plupart des politiciens, est le premier pas pour se défendre.

La classe capitaliste nous impose une vie d'exploitation. Elle jette dans la misère et le chômage une partie de plus en plus grande du monde du travail pour s'assurer des fortunes et des privilèges exorbitants. Contre ce parasitisme et cette irresponsabilité vis-à-vis de l'ensemble de la société, affirmons nos objectifs de travailleurs.

La dette n'est pas celle des travailleurs, mais celle des capitalistes, c'est à eux de payer ! Pas un chômeur de plus dans le pays, répartition du travail entre tous ! Pour maintenir l'emploi et augmenter les salaires, réquisition des profits et des dividendes !

Nathalie Arthaud



Débat parlementaire : jeu d'acteurs autour du déficit

Depuis le 11 octobre, le débat à l'Assemblée nationale sur le budget est l'occasion pour les représentants des partis politiques de gouvernement de faire de véritables numéros de claquettes.

C'est à croire qu'ils découvrent le déficit du budget et même qu'ils voudraient éviter de faire payer les classes populaires.

Gabriel Attal et Gérard Darmanin ne se sont pas privés de faire état de leurs propositions, eux qui étaient encore au pouvoir quelques semaines auparavant ! À grands cris, des députés de tout bord, en particulier des

députés LR qui ne veulent pas assumer seuls l'impopularité des mesures d'austérité du gouvernement Barnier, ont réclamé une commission d'enquête sur la « dérive des finances publiques ». Ils veulent faire porter la responsabilité sur l'ancien gouvernement en cherchant les causes du déficit supplémentaire de 50 milliards d'euros qui vient creuser une

dette de l'État, qui atteint 3 200 milliards d'euros.

D'après ces députés, le déficit actuel serait le fait d'une mauvaise gestion qui mettrait le pays au bord du gouffre : il aurait fallu prendre des mesures d'économies budgétaires bien avant afin, selon eux, qu'elles soient moins douloureuses. Et l'ancien ministre de l'Économie Bruno Le Maire de renchérir en disant qu'il l'avait bien dit et qu'il réclamait de telles mesures depuis des mois. En se repassant ainsi la patate chaude du déficit budgétaire, ces politiciens montrent surtout leur hypocrisie. Cette commission d'enquête ainsi que toute la propagande de cet été sur le déficit public est bel et bien de la poudre aux yeux alors que tous sont prêts à le faire payer aux travailleurs.

En effet, aucun des politiciens en question n'évoque les subventions directes ou indirectes dont a bénéficié le grand patronat. Une étude universitaire datant de 2022 les estimait à 200 milliards par an. D'après la Chambre des métiers et de l'artisanat,

il existe plus de 2 000 aides financières publiques qui arrosent le patronat. Et il est bien difficile de chiffrer ce qui chaque année part dans ses caisses, tant les exonérations ou niches fiscales sont nombreuses.

Cela, les politiciens de gauche peuvent le dénoncer à l'occasion. Mais eux aussi jettent de la poudre aux yeux avec leurs propositions sensées faire payer les plus riches. Ainsi les députés LFI et RN font de la surenchère en parlant de rétablir l'impôt sur la fortune (ISF). Mais il faut rappeler que cet impôt était surtout symbolique puisqu'il ne rapportait qu'un peu plus de six milliards d'euros chaque année et égratignait à peine la fortune capitaliste. Ils savent aussi parfaitement que le débat sur le budget a toutes les chances de finir avec un 49.3 et que ce ne sera que des paroles.

Tous ces députés appartiennent à des partis qui ont été au pouvoir ou rêvent d'y aller. Ils savent donc pertinemment que les recettes de budget de l'État viennent presque intégralement des

classes populaires à travers les impôts et en particulier la TVA, l'impôt le plus injuste. Quant aux dépenses, la population n'en a pas vu la couleur et ils le savent aussi.

En plus des milliards de cadeaux fiscaux, toutes les dépenses publiques enrichissent d'une façon ou d'une autre les capitalistes privés. Sans parler des dépenses militaires qui non seulement sont une préparation à la guerre mais alimentent les coffres-forts des marchands de canons. Enfin, une fraction de la bourgeoisie s'enrichit à travers les prêts aux États, dont l'État français, proposés par les banques à des taux très élevés qui permettent de récupérer des milliards d'intérêts. Ces mêmes banques sauvées en 2008 de la crise par l'argent de l'État spéculent aujourd'hui sur sa dette pour rançonner la population.

Les seuls responsables de la dette et du déficit sont les grands patrons et les grands financiers. À eux de payer !

Aline Urbain



Mensonges sur les retraites

Ayant promis à leurs électeurs des classes populaires qu'ils abrogeraient la loi sur la retraite à 64 ans s'ils étaient au pouvoir, les députés du NFP et ceux du RN, chacun de leur côté, s'agitent au Parlement pour faire mine de vouloir tenir leur promesse.

Le 21 octobre, dans une commission de l'Assemblée discutant du budget de la Sécurité sociale, les députés de gauche ont proposé des amendements pour augmenter les recettes des caisses de retraite et justifier ainsi de ne pas repousser l'âge du départ. Plutôt que de proposer de faire payer plus les grands patrons ou les gros actionnaires, ils ont défendu une augmentation des cotisations... des hauts salaires, ceux supérieurs à 8 700 euros. Sans surprise, droite et macronistes ont rejeté la proposition. Mais le RN a emboîté le pas de ces derniers, affirmant « on ne peut pas augmenter les cotisations alors qu'on est déjà dans un enfer fiscal », et permettant ainsi le rejet de l'amendement. Les députés de gauche n'ont pas manqué

d'ironiser sur ce rejet par le RN.

Le 31 octobre, ce sera au tour des députés du RN de proposer une révision de la réforme Borne-Macron, dans le cadre de leur « journée d'initiative parlementaire ». Leur texte prévoit de revenir à un départ à 62 ans et même de revenir à 42 annuités de cotisation – contre 43 en vigueur depuis la loi Touraine votée en 2014, sous la présidence Hollande. Mais ce projet de loi est surtout une manœuvre politicienne pour mettre en difficulté les députés de gauche. C'est une posture, car même si cette loi était adoptée au soir du 31 octobre, elle serait inévitablement rejetée au Sénat, ce que le RN sait parfaitement. Et c'est une manœuvre, car si les députés du NFP

refusent de voter leur projet de loi pour ne pas mêler leurs voix à celles du RN, comme ils l'ont déjà annoncé, le RN pourra dire qu'ils se moquent du sort des travailleurs contraints de travailler jusqu'à 64 ans.

Au final, les travailleurs qui espèrent une abrogation de la loi par un simple vote au Parlement ne peuvent qu'aller de déception en déception. Pour avoir les votes ouvriers, les députés du NFP et du RN sont prêts à faire toutes les promesses que de toute façon ils s'empresseront de trahir s'ils arrivent au pouvoir. La gauche l'a prouvé moult fois. Le RN s'y prépare, comme l'indiquent les grossières manœuvres de ses députés, pas encore majoritaires mais déjà à plat ventre devant le patronat. Pour les retraites comme pour le reste, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et le rapport de force qu'ils instaureront pour défendre leurs intérêts.

Xavier Lachau

Cercle Léon Trotsky

Le système de santé, malade de la financiarisation

Samedi 23 novembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité – 24, rue Saint-Victor – Paris 5^e

Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)



Fêtes régionales

Caen

Samedi 16 novembre de 15h à 23h30

Maison de quartier de la Folie-Couvrefief, place du domaine Aubourg

à 18 heures : débat avec Nathalie Arthaud

Compiègne

Samedi 16 novembre à partir de 16 heures

461, rue de la République à Margny-lès-Compiègne



AME : xénophobie contre santé publique

Parmi tous les budgets utiles à la population dans lesquels le gouvernement s'apprête à tailler, celui de l'aide médicale d'État (AME) lui permet aussi de jouer une partition qui plaît à l'extrême droite.

Cette aide donne une couverture santé minimale à près d'un demi-million de personnes qui vivent et travaillent en France, mais que l'absurdité des frontières et des politiques anti-migrants prive d'existence légale et de papiers. L'AME ne représente que 0,5 % des dépenses de santé, mais fait couler beaucoup d'encre car des rumeurs – à chaque fois démenties par les faits – sont régulièrement répandues par l'extrême droite. On a pu ainsi entendre des absurdités comme l'idée que l'AME attirerait des étrangers en France pour de la chirurgie

esthétique gratuite, ce qui expliquerait les difficultés qu'ont tant de gens à avoir simplement un rendez-vous avec un médecin traitant.

Les déserts médicaux et l'accès de plus en plus difficile des travailleurs à la santé s'expliquent non pas par l'AME, mais par la politique constante de l'État qui réserve l'argent public aux grands groupes capitalistes plutôt qu'aux besoins de base de la population. C'est pour cacher cela, et pour plaire au RN, que des politiciens comme le ministre de l'Intérieur Retailleau s'en prennent à l'AME.

Or même l'actuelle ministre de la Santé, collègue de Retailleau, reconnaît que l'AME est un facteur de « salubrité publique ». Car si la possibilité de se soigner un minimum était retirée à un demi-million de personnes, le risque serait de voir des maladies contagieuses se répandre et concerner l'ensemble de la population.

Ce risque, le gouvernement le prend tout de même car le numéro d'équilibriste politique de Barnier l'amène à dire que l'AME ne sera pas réduite mais « maîtrisée ». Cela signifie que, bien qu'utile à tous, cette dépense est sur la sellette. La démagogie xénophobe se paye aussi par la remise en cause de la santé de chacun.

Lucien Déroit

RN : en campagne pour plaire au patronat

Dans le remue-ménage des débats sur le budget 2025, le Rassemblement national ne manque pas une occasion de se présenter comme le parfait petit serviteur des intérêts du patronat.

Le député Jean-Philippe Tanguy, l'économiste du RN, a exposé un « contre-budget » à celui du gouvernement de Michel Barnier. Zélé, il propose de réaliser 13,7 milliards d'euros d'économies supplémentaires par rapport à celles déjà proposées par ce gouvernement, et toujours en prenant dans les poches des classes populaires. La stratégie du RN consiste avant tout à montrer aux actionnaires, créanciers de la dette de l'État, que le parti fera tout pour leur assurer les remboursements des sommes prêtées et le versement des intérêts.

Ainsi, pour réduire le déficit public, le RN mise sur des attaques contre les fonctionnaires des collectivités territoriales, les associations, les populations immigrés. Par contre, il est hors de question de toucher aux niches fiscales, allègements de cotisations et crédits impôt recherche dont se gavent les patrons.

Jordan Bardella, de son côté, s'assoit sur le programme de son parti en s'opposant au relèvement à 33 % du taux d'imposition des ménages les plus aisés. Il ne faudrait pas toucher à

cette « Flat-tax » qui avait été décidée en 2018 en limitant son taux à 30 % privilégiant ainsi les 5 % des plus riches.

Le RN suggère aussi la suppression de 80 agences gouvernementales et opérateurs, par exemple le contrôleur général des lieux de privation de liberté, la Commission de régulation de l'énergie, l'Agence française de lutte contre le dopage... Les opérateurs visés pourraient être les agences de l'eau, les parcs nationaux, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), l'Agence nationale de sécurité sanitaire... Dans tous ces exemples, les derniers gouvernements ont déjà réduit les effectifs, et la proposition continue donc dans la même veine. En plus, les supprimer diminuerait les contraintes que ces organismes exercent sur les décisions gouvernementales et patronales.

Si le RN cherche plus d'autorité pour l'État c'est pour défendre avec plus de force le grand patronat dont il lèche déjà les bottes.

Joséphine Sina



MSF MOHAMMAD GHANNAM

Patient soigné par MSF à la Porte de La Villette.

Lycée Sévigné – Tourcoing : l'extrême droite s'empare de l'affaire

Le 7 octobre, au lycée Sévigné de Tourcoing, une enseignante a été frappée par un élève à qui elle demandait d'enlever son voile dans l'enceinte de l'établissement.

Des médias comme Cnews ou *Le Journal du dimanche*, propriétés du milliardaire Bolloré, se sont tout de suite emparés de l'événement, menant clairement une campagne d'extrême droite. Ils en ont fait une affaire de laïcité, passant sous silence le fait que c'était la cinquième agression physique d'une enseignante en quelques semaines dans ce lycée et que ces agressions n'avaient

rien à voir avec la loi sur le voile islamique. Elles sont le résultat d'une situation dégradée, comme partout dans l'Éducation nationale.

Autre mensonge, ces médias ont fait état de l'information selon laquelle dix professeurs auraient pris le parti de l'élève contre l'enseignante agressée alors qu'il n'en est rien. De plus, une liste de noms d'enseignants du lycée – supposés avoir soutenu l'élève

– a circulé sur les réseaux sociaux. Plusieurs enseignants ont d'ailleurs déposé plainte à ce sujet. Mais Cnews et *Le Journal du dimanche* disent avoir eu cette information auprès du cabinet du ministre de l'Intérieur, ce que ce dernier confirme à demi-mot.

La presse de caniveau est trop heureuse de fabriquer une campagne raciste de concert avec Retailleau. Mais ni les enseignants, ni les élèves du lycée ne sont dupes.

Correspondant LO

Taxe d'habitation : retour ou pas, la population paiera

Pour combler le déficit de l'État, c'est à qui trouvera des prétextes pour faire payer les couches populaires. Ainsi, certains politiciens comme le cheval de retour Jean-François Copé, maire LR de Meaux, proposent le rétablissement de la taxe d'habitation. Pour justifier sa proposition, Copé affirme que la suppression de la taxe d'habitation pour les locataires n'a été qu'un tour de passe-passe car « les 21 milliards correspondant au prélèvement de la taxe d'habitation, c'est le budget de l'État qui les a pris

en charge. »

C'est une réalité, car quand un gouvernement supprime un impôt payé par la population, en réalité, c'est qu'il a prévu de prendre dans la poche gauche autant voire plus que ce qu'il ne prendra plus dans la poche droite des couches populaires. La seule poche dans laquelle le gouvernement ne prend pas, ou dans laquelle il fait semblant de prendre pour justifier son racket, est celle de la classe capitaliste.

Pierre Royan

Catastrophes climatiques : "après moi, le déluge!"

Bien des régions ont connu ces derniers mois des inondations successives qui ont jeté des milliers d'habitants hors de leur maison, obligés d'aller se réfugier où ils pouvaient. Tous ont subi des destructions irrémédiables. Des effondrements de terrains ont détruit des routes.

Ce phénomène a touché tous les pays d'Europe. Les États-Unis ont été balayés par des ouragans qui ont causé des morts et d'importantes destructions. De nombreux pays du continent asiatique ont connu des catastrophes semblables, et parfois bien pires. Il en a été de même dans les régions d'Afrique qui ont aussi été touchées par les conséquences des dérèglements climatiques provoqués par le réchauffement de la planète.

Les catastrophes qui s'enchaînent aujourd'hui ont été annoncées depuis des dizaines d'années. Les scientifiques n'ont cessé de pousser des cris d'alarme. Des organismes internationaux comme le GIEC ont été mis en place pour se pencher sur l'évolution du climat. Des conférences mondiales ont été organisées et ont même adopté des décisions, jamais appliquées. Chaque fois le constat a été fait que le réchauffement climatique s'aggravait plus

rapidement encore que ce qui avait été prévu.

Aujourd'hui, tout le monde connaît les causes de ce dérèglement, en particulier les rejets des gaz à effet de serre que provoquent l'industrie, les transports ou encore l'agriculture intensive. À cela s'ajoute la pollution débridée dont les capitalistes de l'industrie sont responsables. Et pourtant, non seulement tout continue comme avant, mais tout empire. L'industrie pétrolière continue à multiplier les puits de pétrole en Afrique ou en Alaska. Des projets sont en cours pour multiplier les forages sur les parties du pôle Nord dégagées des glaces par la montée des températures. Il n'est pas question

pour les grands trusts de renoncer à leurs profits faramineux, quelles qu'en soient les conséquences. Leur seule morale est : « Je m'enrichis et... après moi, le déluge ».

Cette course irresponsable et criminelle aux profits ne touche pas que l'industrie pétrolière, elle concerne l'ensemble de l'économie capitaliste. L'industrie chimique rejette toujours plus de polluants dans l'atmosphère, mettant en danger ses fragiles équilibres. Les supertankers et porte-conteneurs continuent de rejeter des gaz polluants. Les forêts, qui permettent la régénération de l'oxygène, sont surexploitées par les trusts mondiaux du bois, ou détruites

par ceux de l'agro-industrie pour produire de l'huile de palme ou du soja.

Au stade actuel de développement de l'humanité, il serait indispensable d'organiser de façon rationnelle la production nécessaire à sa survie. Mais les capitalistes le font à l'échelle mondiale selon le seul critère du profit. Seule la classe ouvrière, si elle leur ôte le pouvoir, aura les moyens d'organiser rationnellement l'économie de façon à assurer les besoins de toute l'humanité, tout en préservant la planète. En attendant, tous les discours et toutes les mises en garde resteront sans effet.

Paul Sorel



Inondation à Cloyes-les-Trois-Rivières en Eure-et-Loir.

La nature a bon dos

Routes coupées, voitures submergées, maisons et commerces inondés, habitants dans l'eau jusqu'aux genoux ou réfugiés sur leur toit : la troisième semaine d'octobre, les sinistrés ont été nombreux dans six départements du Centre et du Sud-Est dont la Loire, le Rhône, l'Ardèche.

La ministre de la Transition écologique Agnès Pannier-Runacher, venue en Ardèche, a parlé d'une situation inédite, « du jamais vu de mémoire d'homme », liée au dérèglement climatique contre lequel il faudrait réagir. Mais avec quels moyens ?

En dehors des causes naturelles de ces catastrophes, il en est bien d'autres qui tiennent à l'organisation sociale, au développement anarchique de certains habitats, au sol bétonné pour installer des zones commerciales et leurs parkings, aux canalisations trop petites pour absorber des précipitations violentes, aux

extensions de terres agricoles dédiées aux cultures industrielles, au mauvais entretien des cours d'eau : même si les règlements se sont multipliés, capitalistes de l'agriculture, promoteurs immobiliers et constructeurs d'autoroutes savent s'en arranger. Or les profiteurs ne sont pas les payeurs. Le poids des réparations retombe sur les communes et les collectivités locales aux budgets de plus en plus serrés.

Un député socialiste de l'Ardèche, invité à France Info, a entendu une dizaine de maires lui dire que « cinq ou dix ans de budget d'investissement dans leur

commune ne suffiraient pas à réparer les dégâts ». Or c'est justement aux collectivités que le gouvernement veut réclamer un effort qui pourrait atteindre cinq milliards d'euros sur l'ensemble du pays.

D'autres députés ont demandé à voir leurs départements déchargés de cette contribution, comme le Gard et la Lozère.

L'association Greenpeace de Lyon appelle, elle, à « une contribution des entreprises pétro-gazières » dont l'activité entraîne les changements climatiques. On peut être sûr qu'en l'absence de contrainte, elles refuseront de payer. Mais la proposition a au moins le mérite de désigner les vrais responsables en France et dans le monde, où les dégâts climatiques du capitalisme sont encore plus ravageurs.

Sylvie Maréchal

Les municipalités face aux compagnies d'assurance

Après les inondations, beaucoup de sinistrés sont dans la crainte de ne pas être remboursés par leur assurance à la hauteur des dégâts qu'ils ont subis.

Ils ne sont pas les seuls : selon une consultation initiée par le Sénat, 20 % des municipalités auraient vu leurs contrats résiliés, sous prétexte que les sinistres liés entre autres au réchauffement climatique se multiplient.

Les maires s'inquiètent des conséquences que cela peut avoir sur leur commune. Ne plus être assuré signifie la mise en danger de tous les services sociaux à la charge des municipalités. Les maires ne peuvent accepter de faire fonctionner des écoles, crèches, établissement sportifs, ou d'embaucher des employés communaux, sans être couverts par une assurance. Ils se retrouvent alors devant un choix difficile : soit les compagnies acceptent de prolonger leur contrat, à condition cependant, comme dans le cas des inondations,

que des travaux onéreux soient effectués ; soit les municipalités s'adressent à une compagnie plus complaisante mais qui les fera payer plus cher. De toutes façons, cela les amènera à déséquilibrer encore plus un budget déjà bien maigre dans la plupart des petites communes. Et dans les deux cas, ce sont les habitants qui en subiront les conséquences, en mettant la main au porte-monnaie s'ils veulent conserver les services sociaux indispensables à la vie de la collectivité.

Ces problèmes rencontrés par la population sont bien loin des préoccupations des « pauvres » compagnies d'assurances. Ce qui les inquiète, si la situation climatique se dégrade, c'est le risque de ne plus faire les mêmes bénéfices d'ici quelques années.

Marianne Lamiral

Martinique : un accord au rabais à rejeter !

En Martinique, après un mois et demi de mobilisation populaire contre la vie chère, un accord a été signé mercredi 16 octobre entre le préfet, président de la Collectivité territoriale (CTM), et les patrons de la grande distribution.

L'accord a été également paraphé par les élus locaux, députés et représentants des maires et différents représentants du patronat responsable de la vie chère. Il ne résout en rien le problème de la vie chère pour les dizaines de milliers de familles martiniquaises. Bien au contraire, il est perçu par beaucoup comme une forme de mépris vis-à-vis des masses laborieuses. Les représentants du RPPRAC (le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens), association à l'initiative du mouvement social et qui est son seul représentant dans cette négociation, n'ont pas signé le protocole. Ils ont appelé à la poursuite des mobilisations pour que la baisse des prix concerne « tout l'alimentaire. »

Les capitalistes à la tête des grandes surfaces commerciales, riches békés pour une bonne partie, ceux-là-même qui, depuis des dizaines d'années se sucent sur la tête des salariés de leurs entreprises et aussi

des populations, semblent être les gagnants dudit accord intitulé « Protocole d'objectifs et de moyens : lutte contre la vie chère ».

En effet, la baisse de 20 % prévue sur 7 000 produits à compter de janvier 2025 résultera principalement de la suppression de la taxe régionale d'Octroi de mer et de la TVA accordées par la CTM (Collectivité territoriale de Martinique) et par l'État. La grande distribution, importateurs grossistes et distributeurs, s'engage à répercuter ces baisses sur les prix de vente aux consommateurs, ce qui, disent-ils, diminuera leurs marges. Mais les marges et profits de ces gros capitalistes restent toujours cachés pour cause de secret commercial ! C'est dire qu'ils ne sont sûrement pas à plaindre. De plus, l'accord ne prévoit même pas de possibilités de sanctions pour les contrevenants. Belle opération donc pour ces gros possédants.

Les mesures de l'État, suppression de la TVA sur les familles de produits



Le 12 octobre à Fort-de-France.

retenues et aides au transport dont le mécanisme et le montant restent flous, apparaissent en définitive comme des aides aux gros possédants et à l'armateur milliardaire CMA CGM, avec lesquelles le pouvoir en place envisage une sortie de crise. Même si, pour y parvenir, le préfet a fait rentrer deux nouvelles brigades de CRS...

Au soir du 16 octobre, préfet, patrons et élus se sont félicités de la signature du protocole, Serge Letchimy, le président de la CTM le qualifiant même d'« historique ».

Une partie de la population, elle, se montrait

beaucoup moins confiante, voire mécontente de ce qui lui semble être un marché de dupes. Cela a d'ailleurs été amplifié après la publication des familles de produits concernés, écartant par exemple poulet, viande ou poisson frais, légumes autres que conserves, etc. Les travailleurs et les couches populaires devraient-ils accepter de se nourrir de conserves et de produits bas de gamme ? C'est un véritable mépris !

Samedi 19 octobre, plus de 2 000 personnes se sont pressées au rassemblement organisé par le RPPRAC pour décider de la suite du mouvement. Elles ont

manifesté leur mécontentement et décidé de poursuivre les mobilisations. Des rencontres sont prévues avec les organisations politiques et les syndicats pour continuer à renforcer le mouvement et arracher la baisse de tous les produits de l'alimentation. L'organisation Combat ouvrier (Antilles-UCI) se trouve tout naturellement du côté des travailleurs qui se battent contre la vie chère, pour des augmentations de salaires, des pensions et minima sociaux, en exigeant la publication des comptes des possédants et la fin du secret des affaires !

Marianne Tibus

Nouvelle-Calédonie : les travailleurs du nickel attaqués

Le 14 octobre, la Société Le Nickel (la SLN) a annoncé « mettre en sommeil » ses activités à Thio en Nouvelle-Calédonie. 230 salariés et 120 emplois indirects sont menacés.

La direction a promis que le dispositif de chômage partiel couvrirait les

salaires des 230 salariés de la SLN. Mais cela ne sera de toute façon pas le cas pour

P.L. SHUBERT



La mine de nickel de Thio.

tous ceux qui travaillent autour des mines. La SLN accuse les jeunes kanaks révoltés contre le dégel du corps électoral d'être responsables « de blocages, de menaces et d'intrusions répétées empêchant d'accéder et d'exploiter les mines ». Les jeunes ont bon dos. La mise en sommeil ressemble bien plus à une opportunité pour la SLN de ne plus avoir à payer ces salaires pendant plusieurs mois et de faire pression sur l'État et les collectivités pour obtenir de nouvelles subventions et autres ristournes, par exemple sur le prix de l'électricité.

C'est d'ailleurs ce même message que le patronat local a voulu faire passer au nouveau ministre des Outre-mer, François-Noël Buffet, venu en visite dans l'archipel du 16 au 19 octobre : le patronat, les

notables locaux en veulent plus et plus vite.

Pourtant de l'argent, il y en a et, côté subventions, la SLN est aux premières loges. Elle est une société coloniale, la première société ayant implanté une usine transformant le nickel issu des mines de l'archipel pour l'exporter. La SLN a justement démarré ses activités à la fin du 19^e siècle dans la commune de Thio, qu'on appelait alors Thioles-Rothschild du nom de la banque propriétaire de l'époque. Exploitant des générations de travailleurs, de bagnards, d'engagés recrutés de force au Vietnam ou en Indonésie, et maintenant des travailleurs de toutes origines, elle est à la source de quelques fortunes en métropole. Elle est ainsi aujourd'hui une filiale d'Eramet, un trust spécialisé dans les matières

premières appartenant à la famille de milliardaires Duval, 64^e fortune de France. Darmanin lui-même affirmait il y a quelques mois que la filière nickel avait été subventionnée à hauteur de deux milliards d'euros en six ans et que la SLN en avait capté une grande part.

Pour les travailleurs de Nouvelle-Calédonie, pour les habitants de Thio, cette « mise en sommeil » est une nouvelle catastrophe après le licenciement fin août de 1 200 travailleurs de l'usine Nord - KNS - par le trust suisse Glencore. Comme le dit le maire de Thio, « toute l'économie, nos magasins, nos marchés dépendent de la mine ». En Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, il faut renverser la dictature de ces trusts, en commençant par les exproprier.

Serge Benham



COURRIER DE LOUEST

HLM : l'écran de fumée des attributions

Michel Barnier a proposé de reprendre le projet de donner plus de pouvoirs aux maires dans les commissions d'attribution des logements HLM. Ils les présideraient désormais à la place du représentant du bailleur.

Ce tour de passe-passe est présenté comme une solution au mal logement. Barnier prétend ainsi mettre les maires devant leurs responsabilités afin de les inciter à construire plus de logements sociaux. À l'inverse, les responsables des organismes HLM et les associations de locataires craignent la généralisation d'un fonctionnement clientéliste. Face à la pénurie de logements, le mode d'attribution, quel qu'il soit, est foncièrement injuste.

Actuellement, la file d'attente pour obtenir un logement social bat tous les records, avec 2,7 millions de demandes en octobre 2024. La construction de logements sociaux est en chute

libre. Seuls 66 000 logements neufs seront construits cette année contre 82 000 en 2023. Alors qu'en 2021 un ministre expliquait qu'il faudrait en construire 250 000 par an... Face à la demande importante et aux rénovations de logements HLM, l'offre est dérisoire et crée artificiellement une concurrence entre les mal-logés. Nombre de familles qui vivent aujourd'hui dans des logements insalubres attendent pendant des années la possibilité d'accéder à un logement bon marché en HLM. Et leurs situations sont toutes plus dramatiques les unes que les autres.

Les gouvernements successifs ont accusé les maires d'être responsables

de cette pénurie de logements sociaux. Il est certain que nombre de maires de communes riches préfèrent payer des amendes ridicules plutôt que d'en construire. Mais la responsabilité de l'État est la plus lourde : ce dernier ne cesse de tarir les aides à la construction attribuées aux HLM. Ainsi, depuis 2017, le gouvernement Macron ne compense plus auprès des organismes HLM les aides de solidarité au logement. Le manque à gagner s'élève à 1,3 milliard d'euros auxquels s'ajoute la hausse de la TVA sur la construction de logements.

Alors tout le bavardage du gouvernement ne sert qu'à masquer l'incurie de l'État qui, dans ce domaine comme dans d'autres, se moque bien des difficultés des travailleurs.

Aline Urbain

L'argent des locataires part en fumée

La mi-octobre est en principe la période où les chauffages sont déclenchés dans les immeubles à chauffage collectif. Alors que les méthodes d'isolation et de chauffage ont connu des progrès importants, de nombreuses familles continuent pourtant de grelotter dans leur logement, que le chauffage soit mis ou pas, et bien des enfants doivent mettre des pulls pour parvenir à dormir la nuit.

Alors que les charges augmentent année après année, le chauffage est géré au minimum prévu. Une loi oblige à chauffer en moyenne à 18°C, et au plus à 19°C. Des affichettes éditées par un grand groupe

de logements indiquent que le chauffage sera à 19°C en moyenne la journée, et 17°C la nuit. Dans les logements les moins bien isolés cela peut donner des températures beaucoup plus basses. Le déclenchement du chauffage collectif est même parfois repoussé le plus possible, jusqu'à arriver à quasiment fin octobre.

D'autre part, dans certains quartiers où les bâtiments sont de vraies passoires thermiques, ceux qui ont du chauffage individuel électrique doivent payer des factures à trois ou quatre chiffres.

Le prix des logements représente déjà un gouffre

pour les familles populaires, et bien souvent celui du chauffage aussi. Mais ce gouffre est au contraire une source de revenus importante pour les fournisseurs d'énergie et même pour certains bailleurs. Ainsi, le groupe CDC Habitat, une institution financière publique qui regroupe aussi Adoma, Sainte-Barbe ou encore Grand Paris Habitat, et Action Logement qui inclut aussi 3F, ont totalisé à eux deux un milliard d'euros de bénéfice net l'an dernier.

La seule vraie raison du froid régnant dans bien des immeubles HLM, c'est que l'argent des travailleurs y est pompé sans contrepartie.

Charles Legoda

Malnutrition : un projet patronal indigeste

Des patrons de la grande distribution et de l'agroalimentaire, Coopérative U, Sodexho et Bell, proposent selon un rapport de l'Institution Montaigne, d'augmenter la TVA de 5,5% à 20% sur les produits très sucrés comme les confiseries, les céréales, les barres chocolatées, les viennoiseries industrielles, etc.

Ces patrons osent présenter leur proposition comme une mesure de lutte contre la malnutrition et la précarité alimentaire. Cela représenterait un vol de 1,7 milliard d'euros aux classes populaires, soi-disant pour les empêcher de consommer trop de sucre. En échange, elles pourraient recevoir un chèque mensuel de 30 euros réservé à l'achat de fruits et légumes. En prime, il y a là le mépris et les leçons de morale. Aujourd'hui, un tiers de la population en France n'arrive plus à se nourrir correctement contre 11% en 2015 : c'est trois fois plus en moins de dix ans.

Mais pour ces capitalistes, cela n'est pas dû au fait qu'ils se sucent sur le dos des consommateurs en vendant leur camelote de plus en plus cher ni au fait que les patrons bloquent les salaires, quand ils ne les baissent pas. Comme toujours,

pour ces richissimes donneurs de leçons, la malnutrition comme la sous-alimentation sont toujours de la faute des pauvres qui ne savent pas gérer l'argent... qu'ils n'ont pas!

Ce sont d'ailleurs ces mêmes trusts de l'agroalimentaire et de la grande distribution qui ont fait exploser ces dernières années la teneur en sucre dans l'immense majorité des produits transformés, y compris les produits salés. Le sucre, encore plus que le sel et le gras, est l'exhausteur de goût le moins cher du marché et a, comme eux, un fort pouvoir additif. Pour les capitalistes, c'est surtout le meilleur exhausteur de profits et, comme d'habitude, peu leur importe les conséquences sanitaires dramatiques pour la population. Plus ils se sucent, plus la note est salée pour les classes populaires.

Arnaud Louvet



Nos lecteurs écrivent : La fibre côté usagers et sous-traitants

Un sous-traitant d'Orange est venu chez moi poser la fibre. Il me dit qu'il faut préparer une installation (percer le mur, poser une goulotte...) alors que le tutoriel d'Orange précisait : « en aérien, il n'y a rien à faire. » Au deuxième passage du sous-traitant, l'installation réalisée à mes frais ne correspond pas tout à fait, mais il va se débrouiller. Il finit par tout faire fonctionner avec beaucoup de difficultés, du temps et de la bonne volonté.

Quelque temps après, un contrôleur passe et me dit que rien ne va, que tout est à refaire et qu'un technicien Orange va venir tout

réinstaller. Il précise, c'est bien le minimum, que je n'aurai rien à déboursier. Mais alors pourquoi avoir fait appel à un sous-traitant dans ces conditions ? Réponse : il coûte cinq fois moins cher qu'un technicien Orange. Les opérateurs savent qu'il y a beaucoup de dysfonctionnements ou de malfaçons, mais avec le nombre c'est rentable. Voilà comment Orange et les autres opérateurs se gavent sur le dos des usagers et des travailleurs sous-traitants, qu'ils ne forment pas et qu'ils exploitent en leur imposant des délais intenable.

Roberte B. (Ain)

Gaza-Liban : **Sinouar abattu, le massacre continue**

Le 18 octobre, l'armée israélienne a abattu Yahya Sinouar, le chef militaire du Hamas à Gaza, en se vantant d'avoir « éliminé le cerveau des attaques du 7 octobre ».

Que pour tuer Sinouar, il ait fallu plus d'un an à une armée israélienne ultra-équipée, la destruction méthodique de tous les bâtiments de Gaza et un siège mortifère pour les habitants de l'enclave, indique la capacité de résistance du Hamas et le fait qu'il bénéficie au minimum d'un certain soutien parmi la population palestinienne. L'élimination de Sinouar a été présentée depuis un an par Netanyahu et son gouvernement comme la principale justification du massacre des Gazaouis. Mais elle n'a pas mis un terme à la guerre.

Les dirigeants israéliens poursuivent leurs opérations militaires, à Gaza comme au Liban. Ils ne font même pas semblant de vouloir reprendre les négociations interrompues depuis l'été. Pour la onzième fois en un an, le Secrétaire d'État américain, Anthony

Blinken, s'est déplacé au Moyen-Orient pour réclamer une fois encore « une solution diplomatique »... en menaçant mollement de réduire le soutien militaire à Israël, ce que les États-Unis n'ont jamais fait, bien au contraire, quels que soient les crimes de Netanyahu et de ses généraux.

L'armée israélienne a repris le pilonnage du nord de la bande de Gaza, déjà opéré il y a un an, où 400 000 personnes tentent de survivre avec un approvisionnement limité et intermittent. Près de 400 personnes ont été tuées selon le ministère de la Santé gazaoui, et des milliers d'autres ont afflué vers les hôpitaux de fortune qui continuent de fonctionner dans des conditions plus que précaires, souvent sans eau ni électricité. Les convois humanitaires, en nombre insuffisant, sont bloqués par Israël. L'armée



MAHMOUD-ISSA-REUTERS

Gaza, dans le camp de Jabaliya, en février.

israélienne assiège en particulier le camp de Jabaliya, où vivent nombre de descendants des réfugiés palestiniens de 1948. Des représentants de l'Unrwa, l'agence de l'ONU qui gérait avant le 7 octobre la santé, le ravitaillement et la scolarité dans les camps de réfugiés, dénoncent les « horreurs indescriptibles » qu'ils ont vues à Jabaliya.

Au Liban, les bombardements se poursuivent, visant presque toutes les régions du pays, de nombreux quartiers de Beyrouth et pas seulement les fiefs du Hezbollah. 1,2 million de personnes, sur quelque 4 millions de Libanais, ont été déplacées sous

la pression de l'armée israélienne. Elles s'ajoutent aux réfugiés syriens qui ont fui la guerre civile dans leur pays et tous doivent trouver logement et nourriture dans un pays déjà en crise, en proie à l'inflation.

La majorité des réfugiés vient du sud du Liban, où l'armée israélienne a détruit de nombreux villages proches de la frontière, y compris des villages à majorité chrétienne, peu susceptibles d'abriter des troupes du Hezbollah. Ces destructions systématiques, qui s'ajoutent aux pressions permanentes pour que les troupes de la Finul abandonnent leurs

positions d'observatrices, laissent penser que l'armée israélienne veut se tailler un no man's land, une zone tampon, qui occuperait une large bande le long de sa frontière.

Soutenus coûte que coûte par l'impérialisme américain dont ils sont les chiens de guerre dans la région, ayant pu vérifier que l'Iran faisait tout pour éviter d'entrer directement en guerre, et pour l'instant sans contestation interne massive venue de leur population, les dirigeants israéliens ont les mains libres pour continuer leur sale guerre.

Xavier Lachau

Union européenne : toujours pire contre les migrants

Lundi 14 octobre, la présidente de la Commission européenne, Ursula Van Der Leyen, a écrit aux 27 États membres en proposant une nouvelle législation qui aggraverait la chasse aux migrants.

Elle propose un système de « hubs de retour », constituée de centres d'expulsion situés en dehors des frontières de l'Union européenne, s'inspirant de l'accord signé en novembre 2023 entre la dirigeante italienne Giorgia Meloni et le Premier ministre socialiste albanais. Celui-ci a abouti à la construction de deux camps en Albanie censés recevoir environ 39 000 demandeurs d'asile chaque année, aux frais de l'État italien.

Mercredi 16 octobre, pour la première fois le gouvernement italien expulsait seize migrants arrêtés en Méditerranée vers ces premiers camps hors UE. Mais voilà que deux jours plus tard un tribunal italien invalidait la décision de rétention de ces migrants en Albanie, contraignant les autorités à les transférer aussitôt sur le territoire italien. Leur

internement hors de l'Italie n'était en effet pas fondé en droit et, selon le tribunal, le gouvernement de Meloni avait outrepassé ses droits, un peu trop pressé de se débarrasser des migrants au point de s'asseoir sur ses propres lois ! Reste que les camps sont construits et que l'idée de déporter ainsi

des gens qui n'ont commis aucun crime en dehors de fuir la misère, fait son chemin chez les dirigeants de la très démocratique Europe.

En effet, ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement européen essaye d'« externaliser » le traitement de la demande d'asile. L'ex-Premier ministre britannique Sunak avait aussi commencé à mettre en place un système d'expulsion des migrants vers des camps au Rwanda, avant

de perdre les élections. Ces camps hors UE ne sont nouveaux que parce qu'il s'agit d'y expulser directement des personnes déjà arrivées en Europe et de traiter plus loin leurs demandes d'asile.

Les dirigeants européens délèguent déjà depuis longtemps la traque des migrants aux États de l'autre côté de la Méditerranée, notamment la Libye et le Maroc. De son côté, depuis 2015, la Turquie a reçu 11 milliards d'euros de financements de l'UE pour retenir et enfermer les migrants venus de Syrie et d'Afghanistan.

Faire des migrants la cause de tous les maux est une façon de faire oublier les vraies raisons de la catastrophe sociale engendrée par la gestion capitaliste de la société. Cette démagogie est de plus en plus débridée dans tous les pays européens, car elle permet aux politiciens de droite, d'extrême droite et même de gauche, de flatter les préjugés

xénophobes d'une partie de l'électorat.

Mais malgré tous les dangers pour arriver en Europe et malgré les camps qui les attendent, des milliers d'hommes et de femmes continuent et continueront à chercher comment survivre en migrant et en devenant une partie significative de la classe ouvrière, en France et ailleurs. Que les gouvernements de toute l'Europe, les traitent comme des sous-hommes ou des criminels en puissance et leur appliquent des méthodes de plus en plus brutales montre jusqu'où ils sont prêts à aller. C'est un avertissement car demain les mêmes méthodes, voire les mêmes camps pourraient servir contre les travailleurs qui relèveraient la tête. Aucune carte d'identité, aucune citoyenneté ne les protégera contre la barbarie croissante de la société.

Charles Legoda



Centre de rétention des migrants construit en Albanie.

EURONEWS

États-Unis : et à la fin, c'est la bourgeoisie qui gagne

Alors que la campagne électorale pour la présidence des États-Unis entre dans sa phase finale, la course entre Donald Trump et Kamala Harris semble serrée dans quelques États-clés.

Ce ne sont pas les prises de parole des uns et des autres qui peuvent beaucoup éclairer les électeurs. Trump traite régulièrement sa rivale de « déficiente mentale » : un appel à peine voilé aux préjugés racistes qui veulent que les Noirs soient stupides. Récemment il l'a aussi traitée de « vice-présidente de m... » dans un meeting avant de discourir sur la taille du pénis d'un joueur de golf décédé... De son côté, Harris ne se prive pas de décrire Trump comme « cruel, instable et dérangé ».

C'est dire si le débat présidentiel se déroule au ras des pâquerettes. Que les commentateurs qui présentent cette élection comme décisive pour l'avenir du monde se rassurent tout de même : la politique menée par le prochain locataire de la Maison Blanche n'aura aucun rapport avec ses propos de

campagne. Sans avaler les inepties des uns et des autres complaisamment relayées par les médias, beaucoup de travailleurs s'apprêtent surtout à voter contre un candidat malgré ce que l'autre représente.

Trump a de quoi susciter le rejet : sexiste, raciste, il traîne dans son sillage une extrême droite qui pourrait sévir pas seulement lors des élections, comme cela s'est déjà vu, par exemple lors de l'attaque du Capitole. Mais comment expliquer que certains travailleurs s'apprêtent à voter pour ce milliardaire, qui a le culot de promettre des emplois bien payés tout en félicitant les patrons qui licencient ? L'exaspération de nombreux salariés qui ont vu leur niveau de vie entamé sérieusement par l'inflation de ces dernières années y est pour beaucoup.



THE HERALD JOURNAL

Joe Biden et sa vice-présidente Harris apparaissent comme les responsables du fonctionnement de l'économie qui réduit les salaires réels et met le logement, la santé, l'éducation et même l'alimentation hors de portée d'un nombre toujours plus grand de familles populaires. Pendant que les milliardaires s'enrichissent outrageusement.

Les représentants de la gauche démocrate, comme Bernie Sanders ou Alexandria Occasio-Cortez, ainsi que des dirigeants syndicaux, soutiennent Kamala Harris, la décrivant comme une « combattante de la classe ouvrière ». Cela ne suffit pas à

convaincre, tant la réalité est à l'opposé. Au contraire, en s'affirmant « capitaliste », elle recherche le soutien des financiers de Wall Street ou celui des républicains hostiles à Trump en leur promettant de les inclure dans son futur gouvernement. Harris tourne ainsi ouvertement le dos aux travailleurs et donne à Trump la possibilité de se présenter comme leur défenseur.

De plus, lorsque Harris promet de lutter contre l'immigration en prolongeant le mur à la frontière mexicaine, ou exprime sa solidarité avec Israël qui mène des guerres sanglantes au Moyen-Orient, elle se place sur le même

terrain politique que Trump. En réalité, ce ne sont pas les électeurs, avec leur bulletin de vote, qui décident de la politique qui sera menée à Washington, mais les très grandes fortunes du capitalisme des États-Unis. Le plus riche des multimilliardaires, Elon Musk, finance à lui seul la campagne de Trump à hauteur de 75 millions de dollars. Mais Harris n'est pas en reste, qui a récolté plus d'un milliard, provenant tout autant de gros capitalistes. Ces gens-là savent ce qu'ils achètent : ils veulent une présidence qui leur soit toute dévouée, quel que soit l'élu.

Lucien Déroit

BRICS : le mirage de la dédollarisation

Le 22 octobre, Vladimir Poutine a réuni à Kazan un sommet des BRICS, regroupement qui compte à l'heure actuelle neuf États, autour de la Russie et de la Chine. Une quinzaine d'autres États, d'Afrique ou d'Asie, étaient attendus.

À Kazan, Poutine entendait surtout démontrer que, contrairement à ce que dit la propagande occidentale, il est loin d'être isolé puisqu'il peut rassembler des chefs d'États qui représentent 47 % de la population mondiale et le tiers du PIB de la planète.

Ce sommet devait, entre autres, explorer les moyens de remplacer le dollar comme monnaie des échanges internationaux. Derrière la promesse de dédollarisation, accueillie favorablement dans bien des pays pauvres, en Afrique, en Amérique du Sud

ou en Asie, il y a l'illusion d'en finir avec la domination américaine... au simple moyen d'une monnaie concurrente.

Le dollar est en effet un des instruments assurant la domination de l'impérialisme américain. La plupart des opérations financières internationales et la moitié du commerce mondial se font en dollars. Grâce à cela, les États-Unis peuvent faire tourner leur planche à billet sans que leur monnaie soit dévalorisée. Ils attirent à eux une bonne partie des richesses de la planète car les États, les entreprises, les riches n'hésitent pas à placer leurs économies dans des fonds en dollars, estimant que c'est la monnaie la plus sûre. Cette suprématie, établie à la fin de la Seconde guerre mondiale, est le reflet de la puissance de l'État américain, de la richesse de sa bourgeoisie, de la force de son industrie, de sa technologie, et derrière, de la force militaire qui l'appuie.

Les États que Poutine rassemble autour de lui sont loin d'une telle puissance. Ainsi

la Russie, sous sanctions occidentales depuis qu'elle a envahi l'Ukraine, est interdite d'utiliser la plateforme SWIFT, support des échanges internationaux. 300 milliards de dollars d'avoirs russes sont gelés. De telles menaces de sanctions planent sur tous les États qui ne se plient pas aux diktats des États-Unis. C'est pourquoi la crise en Ukraine a relancé les discussions sur la dédollarisation des échanges. Les pays des BRICS ont créé une nouvelle banque qui se veut concurrente du FMI, et qui, pour le moment, n'exige rien en échange de ses prêts. La Chine a mis en place un système concurrent de SWIFT. Et la Russie a bien dû trouver des moyens d'échanger avec Pékin, avec l'Iran et les autres pays, qui lui permettent de tenir face à la pression américaine.

Mais contrairement aux États-Unis, qui disposent d'un État centralisé au service d'une même bourgeoisie, les BRICS ne sont ni une union, ni un État, mais une

association de nations aux intérêts contradictoires et aux relations avec l'impérialisme aussi diverses que celles de la Chine et de l'Inde. Des dissensions sont déjà visibles. Alors que Poutine fait la promotion d'un système s'appuyant sur plusieurs devises, la Chine, qui pèse les deux tiers des BRICS, pousse de fait sa monnaie, le yuan.

Les bourgeoisies des pays des BRICS ne veulent en fait rien d'autre qu'asseoir ou conquérir un peu plus de place au soleil. Mais les États-Unis ne leur céderont pas un pouce de terrain. Pour protéger leur monnaie et l'ensemble de leurs intérêts, ils s'appuient sur un appareil militaire sans pareil, le plus puissant au monde. Car les questions de domination économique mondiale se résolvent en fin de compte par les guerres. Pour mettre fin à la domination impérialiste les peuples devront en finir avec la dictature de la bourgeoisie partout sur la planète.

Serge Benham



Sommet des BRICS à Kazan.

Iran : la combativité ouvrière ne se dément pas

Commencée cet été, la lutte des infirmières et, avec elles, de tout le secteur de santé en Iran, s'est étendue à tout le pays. D'Ispahan à Téhéran, les manifestations se sont développées partout et reprennent sans cesse.

Fin septembre, 40 villes et 70 hôpitaux étaient touchés par le mouvement. Avec les autres travailleurs de la santé, depuis plusieurs mois, les infirmières demandent au gouvernement

d'améliorer leurs conditions de travail et leur salaire dérisoire. De plus, les heures supplémentaires qu'elles sont obligées d'assurer sont impayées. « *L'inflation est en dollars, nos salaires en*

rials » disent les infirmières. Un autre de leurs slogans est : « *On ne veut plus mourir au travail* », car plusieurs de ces femmes sont littéralement mortes d'épuisement, victimes du « *karoshi* », un stress chronique qui mène à l'épuisement total.

Le décès de trois de leurs consœurs en mars dernier, et le meurtre de Parvaneh Mandani, infirmière à l'hôpital de Sepidan, le 2 août, ont d'ailleurs attisé la révolte. Plusieurs infirmières en grève ont été arrêtées et sont menacées de licenciement par les employeurs alors que les intimidations des forces de répression se multiplient.

La lutte des infirmières et des travailleurs de la santé n'est pas isolée. En réalité, c'est dans tout le pays et dans de multiples corporations que les travailleurs font grève et manifestent pour des augmentations de

salaires, face à une inflation galopante (plus de 60 % en rythme annuel) pour de meilleures conditions de travail, voire pour obtenir simplement le paiement de leurs salaires. Chauffeurs routiers, mineurs de cuivre ou de charbon, ouvriers du pétrole... chaque mois des travailleurs, actifs ou retraités, font grève ou manifestent.

Dans ce pays de 92 millions d'habitants, malgré les menaces, malgré les licenciements, les arrestations et parfois de lourdes peines de prison, la classe ouvrière n'a jamais cessé de se battre. Ces grèves restent sur le terrain de la défense des intérêts économiques

des travailleurs. Mais, par leur existence même elles prennent un caractère politique face au régime très dur de la République islamique, surtout deux ans après la révolte de la jeunesse déclenchée par la mort de Mahsa Amini et la répression qui lui a répondu.

La classe ouvrière iranienne peut être une force immense si elle prend conscience de ses intérêts de classe, qui dépassent les frontières de l'Iran, si elle trouve la voie pour s'organiser en une véritable force politique. Elle peut non seulement bousculer le régime, mais même le renverser.

Paul Sorel

NCR/WOMEN COMMITTEE



Manifestation d'infirmières à Gilan, au nord-ouest de Téhéran, en août 2024.

Congo Brazzaville : grève dans le secteur public

Dans ce pilier de la Françafrique qu'est le Congo-Brazzaville, où le président Sassou-Nguesso règne sans partage depuis près de quarante ans, la colère gronde après des mois de salaires impayés.

Des travailleurs de plusieurs services publics se sont mis en grève ces dernières semaines. C'est le cas de ceux de l'université dont la grève dure depuis début octobre, et de ceux de la STPU, compagnie de bus urbains de Brazzaville et Pointe-Noire. Les éboueurs ont, quant à eux, arrêté le travail pendant près d'un mois. Comme le faisait remarquer un gréviste de la STPU, sans salaire depuis janvier dernier : « *Où va l'argent que nous rapportons ?* »

Ces salaires non-payés rendent la vie impossible aux premiers concernés, mais également à tous ceux

qui en dépendent. Les vendeurs des marchés de Brazzaville ne font pas d'affaires, malgré la rentrée scolaire qui devait avoir lieu début octobre, car les parents ne peuvent pas payer les fournitures. Il en est de même pour les millions de travailleurs précaires, vendeurs de rue ou chauffeurs de taxi, dont la survie quotidienne dépend de ces clients.

Les impayés entretiennent aussi la corruption, car faute de salaire, certains employés décident de se payer sur le dos des usagers. Ainsi des professeurs demandent des enveloppes pour valider des résultats

scolaires ou des agents de mairie demandent jusqu'à 5000 francs CFA (deux jours et demi de salaire minimum) pour un extrait de naissance, officiellement gratuit.

Alors que la situation continue de se dégrader, la colère se porte surtout sur la famille du président Sassou-Nguesso ainsi que sur les ministres et leur entourage. Il faut dire que ceux-ci prennent prétexte de la dette de l'État pour expliquer à la population qu'il faut « se serrer la ceinture ». Mais eux mènent grand train et pillent les caisses publiques. En 2021, la fille du président a ainsi été accusée d'avoir touché des millions d'euros de dividendes grâce à un montage opaque avec des compagnies pétrolières européennes.

Derrière ces dirigeants corrompus, il y a les trusts du pétrole, TotalEnergies en tête, qui pillent depuis des décennies les ressources du pays et laissent quelques millions au clan Sassou-Nguesso sur les milliards gagnés. Les responsables de la pauvreté à Brazzaville sont bien à chercher de ce côté-là.

Tania Lemel

ÉCHO DU VRAI



27 MOIS DE SALAIRES IMPAYÉS, TOUTES LES PROMESSES RESTÉES SANS SUITE

Piquet de grève à la STPU, en octobre 2024.

Afrique australe : les conséquences du réchauffement climatique

Des millions de personnes sont menacées aujourd'hui de mourir de faim : la sécheresse dans toute l'Afrique australe a des conséquences catastrophiques.

Le Malawi, la Namibie, le Lesotho, la Zambie et le Zimbabwe, menacés par la faim, ont réclamé une aide alimentaire d'urgence. Le Mozambique et l'Angola sont également gravement touchés. Au total, cela concerne plus de 63 millions de personnes dont 6,5 millions ne survivent que grâce à l'aide alimentaire.

De fait, ces pays ont subi le développement brutal du phénomène El Niño, une élévation de la température de l'océan Pacifique, aggravé par le réchauffement climatique et accélérant celui-ci. Le Malawi n'a pas vu une goutte d'eau de pluie depuis plus d'un an ; toutes ses cultures sont totalement brûlées par le soleil, et la population n'a plus rien à manger. L'ONU et ses organismes, chargés d'apporter l'aide alimentaire aux pays en détresse, ont lancé un appel urgent aux dons, pour que les pays membres fassent parvenir, dans les plus brefs délais,

359 millions de dollars pour financer cette aide vitale. Au dernier bilan, 20 % seulement de cette somme étaient parvenus, malgré les appels pressants, c'est-à-dire rien du tout.

Les grands pays capitalistes sont les premiers responsables des dérèglements climatiques. Les grands trusts ont continué et continuent à intensifier les rejets des gaz à effet de serre... pour quelques milliards de plus, et en se moquant des conséquences. Ainsi TotalEnergies fait construire en Afrique un énorme oléoduc en expropriant des dizaines de milliers de paysans.

L'indifférence criminelle des dirigeants de tous les pays riches est finalement dans l'ordre des choses. Ils n'ont que faire des appels au secours de l'ONU. Ils n'ont que faire que des millions d'enfants, de femmes et d'hommes qui meurent des conséquences de la course criminelle au profit.

P. S.

Médicament anti-obésité : pour des profits en surpoids !

Le 8 octobre, le laboratoire danois Novo Nordisk a commercialisé en France le Wegovy, un médicament présenté comme une avancée thérapeutique majeure dans la prise en charge de l'obésité.

Novo Nordisk a fait le choix de proposer son médicament alors qu'il n'est pas encore remboursé par la Sécurité sociale, à un prix mensuel entre 270 et 360 euros qui ne le met pas à la portée de tous. Des négociations avec la Sécurité sociale devraient aboutir fin 2024 à un remboursement à l'issue d'une négociation serrée où comme d'habitude le secret commercial sera de mise. Actuellement, seul un médecin spécialiste en endocrinologie-diabétologie-nutrition peut le prescrire au cas par cas à des malades de moins de 65 ans présentant une obésité de classe II dite sévère et uniquement après l'échec d'une prise en charge nutritionnelle. La Haute Autorité de santé espère ainsi ne pas voir se reproduire en France ce qui s'est passé dans tous les pays où Wegovy a été commercialisé, à savoir une véritable ruée sur ce produit présenté comme miracle.

Commercialisé depuis 2021 aux USA, ce médicament est en fait le cousin d'un médicament antidiabétique, l'Ozempic, des mêmes laboratoires Novo

Nordisk. En augmentant les doses du principe actif de l'Ozempic, ce qui permettait de perdre près de deux fois plus de poids (15 % contre environ 7 %) Novo Nordisk a positionné le Wegovy dans l'obésité en laissant à l'Ozempic le marché tout à fait profitable des diabétiques. Mais le marché de l'obésité l'est encore bien plus, et Wegovy a connu une explosion des ventes malgré les restrictions médicales des autorités de santé américaines. Wegovy a été popularisé sur les réseaux sociaux, comme Tik-Tok, à coups de photos « avant et après ». Des stars comme Elon Musk ou Oprah Winfrey ont, dans des spots publicitaires, vanté le médicament qui les aurait fait maigrir de 20 % ! La cible était clairement définie : le milliard de malades obèses dans le monde à l'horizon 2030, un nombre en constante augmentation. Après les obèses des USA (40 % de la population) puis ceux de la Chine où Wegovid est commercialisé depuis 2023 (200 millions d'obèses et 400 millions de personnes en surpoids) ce sont donc aujourd'hui ceux de France.

Sur ces marchés promet-

teurs, Novo Nordisk n'est bien sûr pas resté longtemps seul. La promesse de profits faramineux a attiré depuis l'américain Lilly, qui commercialise le Mounjaro. Aujourd'hui se pressent d'autres trusts pharmaceutiques : Roche, Pfizer, Astra-Zeneca bien décidés à prendre leur part du gâteau. Pour Novo Nordisk en tout cas, ces milliards sont déjà gagnés et ce petit laboratoire danois qui ne jouait pas dans la cour des grands est devenu en 2023 la première capitalisation boursière en Europe, pesant même plus lourd que LVMH. À Wall Street il pèse 512 milliards de dollars, en hausse de plus de 200 % depuis 2020.

Pour les trusts il y a à l'espoir de profits énormes. Pour les malades c'est peut-être l'espoir de disposer, pour traiter une maladie grave comme l'obésité, d'un médicament plus efficace que ceux qui existent actuellement, mais qui, comme tout médicament, n'est pas sans risque et ne doit sûrement pas être utilisé à tort et à travers.

Dans ce domaine le souvenir du scandale du Mediator des laboratoires Servier, lui aussi vendu comme coupe-faim à des malades qui n'auraient jamais dû en



DELPHINE GOLDSZTEJN LE PARIEN

prendre, et qui a fait des milliers de victimes, entraînera peut-être une plus grande vigilance. Mais rappelons qu'il a fallu le combat de longue haleine d'une pneumologue, Irène Frachon, pour qu'éclate enfin le scandale, que le Mediator soit interdit et que des

procès aient lieu, alors que les autorités de santé restaient inactives. L'histoire des scandales médicaux ne s'arrêtera sûrement pas avec le Mediator, la course effrénée aux profits des laboratoires risque d'en ouvrir de nouveaux chapitres.

Cédric Duval

Camp de Rouillé : continuité dans la rétention

La petite ville de Rouillé, au sud-ouest de Poitiers, va voir l'ouverture en 2025 d'un local de rétention administrative dans une ancienne gendarmerie, destiné à accueillir des « étrangers en situation irrégulière » qui, selon le gouvernement, « représenteraient une menace pour l'ordre public ». Ils seront surveillés par la police.

Cette même ville a connu, en septembre 1941, l'ouverture d'un « centre d'internement administratif » pour y concentrer des hommes considérés comme dangereux pour l'ordre public, sous bonne garde de la gendarmerie

et de la police. À l'époque, le gouvernement de Vichy y enfermait des membres du PCF, des républicains espagnols, des gitans...

C'est le gouvernement d'Élisabeth Borne qui a lancé le projet, poursuivi par ceux de Gabriel Attal et Michel Barnier. Dans ce délire anti-étrangers, les apôtres de la rétention ne manqueront pas de références historiques. Les villes de Rivesaltes et Gurs en Occitanie, de Montreuil-Bellay dans le Maine-et-Loire, de Nexon et Poitiers dans la Vienne, connurent de tels camps durant la guerre. Le choix est vaste.

Correspondant LO



ARC



Nos lecteurs écrivent Se faire exploiter... de manière solidaire

Je travaille dans une entreprise dite solidaire dans le Pas-de-Calais. Elle emploie 280 personnes qui seraient « éloignées de l'emploi » et à qui elle proposerait un « parcours d'insertion » en développant leur « employabilité ». Quel baratin !

L'entreprise commercialise des palettes, avec la possibilité pour les industriels qui les commandent d'être livrés dans des délais très courts. C'est donc une production à flux tendu. Mais ce que la direction garantit à ses clients, ce sont nous, les travailleurs, qui l'assurons, avec des horaires

flexibles, comme le fait d'arriver une heure plus tôt, pour produire plus. Selon la direction, les palettes seraient robustes mais elle achète du bois de mauvaise qualité. Les machines sont vieillissantes et souvent en panne, à l'image de certains chariots dont les freins ne fonctionnent plus depuis longtemps. Ce sont donc nos corps qui trinquent : il faut porter du lourd, se baisser souvent. Elle n'hésite pas à utiliser le chantage au licenciement ou à faire miroiter des embauches en CDI à la fin des CDD qui, le plus souvent, n'arrivent jamais.

Pour les patrons, l'affaire

est rentable. Les salaires sont quasiment intégralement subventionnés par l'État. Ils touchent de multiples aides publiques, au nom par exemple de la formation, sans compter les diverses exonérations fiscales.

Derrière le vernis prétendument « social et solidaire », les patrons utilisent les mêmes méthodes que partout ailleurs : ils vivent de l'exploitation des travailleurs tout en bénéficiant de l'argent public. Que ce soit un capitalisme « solidaire » ou non, il est urgent de renverser ce système.

**Un travailleur
en colère**

Beauvaisis : patrons à l'attaque, État au diapason

Prétextant des difficultés, alors qu'elles font toutes des profits, les grandes entreprises de la région de Beauvais, dans l'Oise, usent et abusent des aides de l'État dans le cadre du chômage technique.

EJ, leader mondial des plaques d'égoût, installé près de Beauvais, a ainsi mis 700 de ses salariés en chômage quatre jours en mai, et il remet cela en novembre. L'usine Agco-Gima de Beauvais est l'usine phare en Europe pour les tracteurs Massey. Après s'être fait offrir un pont routier à 13 millions d'euros par les pouvoirs publics, inauguré l'an dernier, elle est en train de supprimer 150 emplois tout en mettant au chômage partiel 1 500 travailleurs pendant deux semaines à la Toussaint.

Dans la région, on pourrait multiplier les exemples dénoncés par la CGT et relevés dans la presse locale. Chez Spontex à Beauvais, c'est six semaines de chômage partiel. À la fabrique de tuiles Edilians de Saint-Germer de Fly appartenant à un fonds de pension américain, les unités

de production chôment les unes après les autres alors que les dividendes augmentent. La verrerie Saver-glass à Feuquières, usine de 1 300 salariés fabriquant des flacons de luxe, a été rachetée il y a un an par un fonds d'investissement qui a aussitôt eu recours au chômage technique, prétextant de « mauvaises affaires ».

Au chômage technique, les travailleurs perdent plus d'un quart de leur paye puisque l'employeur ne verse que 72 % du salaire net. Les entreprises s'en sortent d'autant mieux que plus de la moitié de cette somme leur est remboursée par l'État, et que rien ne les empêche de rattraper la production à coups d'heures supplémentaires et de travail le samedi.

L'État, lui, est au diapason du patronat. Dans les services publics, ça craque de partout : ce sont, dans toutes

les administrations, des pressions insupportables sur le personnel, la dégradation régulière des services. À l'hôpital de Beauvais, c'est aucune embauche, un manque criant de personnel, des heures supplémentaires à foison. Au Conseil départemental : ce sont des heures supplémentaires non payées, la perte de RTT, la diminution des remboursements de frais, une augmentation importante des contractuels. À La Poste, les réorganisations à répétition font qu'on croule sous le travail. La direction sanctionne lourdement à chaque écart. À la SNCF, localement comme partout ailleurs, les conditions de travail se dégradent, les pannes et accidents se multiplient, sans oublier que la SNCF est en train de vendre à la découpe ses lignes du secteur.

L'argent des impôts doit servir à la santé, aux écoles, aux services publics, au lieu de s'amasser dans les coffres des grandes fortunes.

Michel Delmas



Manifestation contre la fermeture de l'usine de Maisey, en septembre.

Meuse : menaces de licenciements

Dans la Meuse, département où le chômage est de l'ordre de 13 %, plusieurs entreprises sont menacées de fermeture. Si, à chaque fois, ce sont des situations différentes, elles concernent au final plusieurs centaines de travailleurs sans compter ceux dont l'activité dépend de ces entreprises.

L'une de ces entreprises, Bergère de France, une filature de 165 personnes en difficulté depuis plusieurs années, avait été placée en redressement judiciaire au mois d'avril. Elle va finalement poursuivre son activité sous forme de Scop (Société coopérative de production). La papeterie Stenpa, 124 salariés à Stenay, faisait partie du groupe finlandais Ahlström. Elle a été cédée il y a neuf mois au fonds allemand Accursia Capital qui avait assuré qu'il cherchait à pérenniser l'entreprise. Aujourd'hui, il accuse en particulier l'ancien propriétaire d'avoir détourné la clientèle de la papeterie en faveur de ses propres usines et d'avoir caché des informations sur la situation, ce que nie Ahlström. Dans ce jeu de poker menteur, il est bien difficile aux salariés de savoir si les deux groupes sont complices sans que le secret des affaires soit levé.

Des travailleurs d'une

entreprise de tubes soudés, la Meusienne, l'ont maintenue en constituant eux aussi une Scop, mais avec le licenciement de 54 d'entre eux. En septembre, Bonduelle a annoncé son intention de fermer son usine de mise en sachet de salades de Maisey s'il ne trouvait pas de repreneur. 159 salariés seraient jetés comme les feuilles de laitue qu'ils ne mettront plus en sachet parce que ce secteur n'est pas jugé assez rentable pour Bonduelle.

Quelles que soient les difficultés réelles ou supposées de ces entreprises, quelles que soient les raisons invoquées, désaffection de la clientèle, surcapacité ou autres, les patrons font payer leurs choix aux salariés. Les travailleurs ont toutes les raisons de ne pas accepter, après avoir enrichi des familles d'actionnaires pendant des décennies, de finir par perdre leur moyen de vivre.

Inès Rabah



Le nouveau pont routier payé par les pouvoirs publics.

Crèches privées : main basse sur l'argent public

Différents livres et enquêtes montrent comment les groupes privés, qui ont fait main basse sur la petite enfance, bénéficient de la complicité de l'État et des Caisses d'allocations familiales, y compris dans le détournement de l'argent public.

Ainsi, une bonne partie des crèches privées sont des crèches d'entreprise. Le prix du berceau peut aller de 10 000 euros à 20 000 euros par an. Mais en réalité 75 % du prix du berceau est déduit des impôts payés par les sociétés, souvent de grands groupes comme L'Oréal ou TotalEnergies. C'est autant qui est payé par l'État !

Cette déduction fiscale

mise en place en 2004 a permis l'essor astronomique du secteur privé. Victor Castanet révèle, dans son livre, *Les Ogres*, que certains groupes de crèches privés vont même plus loin : elles montent des « contrats d'entreprise » avec des professions libérales ou des patrons de micro-entreprises situées dans des beaux quartiers qui utilisent le dispositif

pour eux-mêmes ou leurs amis et non leurs salariés. Les tarifs explosent et peuvent avoisiner les 27 000 euros par an. Dans le même temps, les restrictions règnent dans les crèches publiques accusées d'être trop coûteuses.

L'autre pompage d'argent public concerne la falsification des heures de présence d'enfants dans les crèches confiées au privé en « délégation de service public ». D'après les calculs du journaliste, cela peut atteindre, pour le groupe People and Baby, plusieurs centaines de millions

d'euros depuis 2014.

La Caisse d'allocations familiales finance quant à elle jusqu'à 80 % du montant des investissements lors de la création d'une crèche. Mais elle ne contrôle même pas la réalité de devis, qui sont réalisés en interne et non par des sociétés de bâtiment.

Pourtant, ni sur les fausses déclarations d'occupation des crèches ni sur le montant farfelu des travaux, malgré les signalements des lanceurs d'alerte, les dirigeants des CAF, ceux de la CNAF ou ceux de cabinets

ministériels n'ont souhaité s'expliquer. Il ne s'agit pas, dans un secteur largement subventionné par l'argent public, d'un manque de contrôle, mais d'une complicité institutionnelle. Les mêmes administrations, qui sont impitoyables pour économiser le moindre euro quand il s'agit des demandes de personnel ou de fournitures, sont des victimes consentantes des agissements des groupes privés qui ont obtenu une « délégation de service public ».

Christian Bernac

Saunier Duval – Nantes : première journée de grève contre les licenciements

Dans cette usine de pompes à chaleur et de chaudières du groupe Vaillant, 225 des 750 salariés sont menacés de licenciement, dès le début de l'année 2025.

Lundi 14 octobre, à l'appel des syndicats, la quasi-totalité des travailleurs de l'usine se sont mis en grève contre le plan de la direction. Pour au moins 150 d'entre eux, cela a aussi été l'occasion de se réunir, dès 5 h 20 et tout au long de la journée, devant les portes de l'usine, de s'y faire voir et de recevoir les marques de soutien de travailleurs des entreprises voisines et d'anciens travailleurs du site, venus pour l'occasion.

Dès mai-juin 2023, alors que le groupe Vaillant se vantait encore de ses résultats (3,7 milliards de chiffre d'affaires en 2023, un record), 200 intérimaires avaient été renvoyés de l'usine de Nantes. Puis,

pendant six mois, jusqu'au printemps dernier, les périodes de chômage partiel se sont succédé. La direction a déclaré ensuite son intention de supprimer 50 postes, essentiellement dans les services de support et de R & D, avant d'annoncer en juillet dernier, à la veille des congés, la suppression de 200 postes supplémentaires dans les ateliers, et de 700 au total en Europe. La direction de Saunier Duval s'était donc préparée de longue date, soufflant le chaud et le froid, jouant du chômage partiel en même temps que de l'augmentation des cadences, alternant promesses mensongères et vrais mensonges, tentant de profiter des inquiétudes pour

instaurer une discipline de caserne dans l'usine.

Cette première journée de grève, lundi 14 octobre, précédée le mercredi 9 d'un débrayage déjà très majoritairement suivi, est donc pour les travailleurs de Saunier Duval une étape dans l'épreuve de force qui a commencé. Tous ont vu que, pour une journée déjà, ils pouvaient « s'y mettre tous ensemble ». Réunis devant l'usine, libérés par cette journée de grève, ils ont pu aussi discuter de leurs inquiétudes pour l'avenir et de leur colère d'être traités en chair à produire, bons à prendre et à jeter au bon vouloir des patrons. Ils ont aussi pu réfléchir ensemble

aux sales coups passés, présents et à venir de la direction.

Celle-ci a fait preuve d'un mépris insultant, par exemple quand elle a osé proposer des miettes pour les départs volontaires : 3 000 euros, soit le prix de vente de l'une des 450 chaudières assemblées quotidiennement dans l'usine. Ou encore, parmi d'autres mensonges et provocations, on entend que la cause des licenciements en France, après ceux dans les usines du groupe en Allemagne et en Turquie, serait la production faite en Slovaquie. C'est une manœuvre pour tenter, sans guère de succès, de détourner la colère et

couvrir ceux qui dictent véridiquement la loi à Saunier Duval et qui tirent leur fortune de l'exploitation de travailleurs de tous les pays ; autrement dit, les familles Vaillant et Müller, multimilliardaires parmi les plus riches familles bourgeoises d'Europe.

Ce serait pour ceux-là qu'il faudrait sacrifier des centaines de familles ouvrières ? Les travailleurs de Saunier Duval n'ont décidément aucune raison de l'accepter alors qu'ils ont commencé, lors de cette première journée de grève, à discuter de ce qu'ils veulent obtenir, et de comment se donner les moyens de l'arracher,

Correspondant LO



Milee : la faillite ne ruine que les travailleurs

Les travailleurs de l'entreprise Milee en faillite manifestaient le 8 octobre devant le ministère de l'Économie et des Finances. 10 000 salariés sont aujourd'hui jetés à la rue et une partie d'entre eux se retrouve sans ressource, ne pouvant même pas bénéficier des quelques garanties prévues par la loi.

Les travailleurs de Milee distribuaient des prospectus publicitaires dans les boîtes à lettres. Ils travaillaient à temps partiel, en moyenne seize heures par semaine pour un salaire de 650 euros brut. Une partie d'entre eux étaient des retraités âgés, voire très âgés, fait qui confirme le caractère ignoble de la campagne menée par le gouvernement contre les retraités accusés d'être des privilégiés. 1 700 avaient ainsi plus de 70 ans, avec une retraite ne leur permettant pas de vivre. Bien souvent les heures n'étaient pas payées en totalité et les plaintes étaient fréquentes au sujet des kilomètres réalisés avec leur véhicule personnel et non indemnisés. Il y avait aussi chez Milee beaucoup de mères seules et de salariés

peu payés cherchant un complément de ressources.

Aujourd'hui, tous se retrouvent sans salaire. Les liquidateurs, qui doivent transmettre les documents nécessaires à l'AGS,

l'association de garantie des salaires, disent ne pas les avoir encore reçus et de toute façon ils s'affirment débordés. De plus l'AGS ne couvre qu'une période de 45 jours et les licenciements sont étalés de juillet à la fin septembre. Au-delà, il faudra attendre de voir s'il y a des fonds disponibles. Enfin, les salariés n'ont pas reçu d'attestation de travail

de la part du liquidateur, ce qui empêche ceux qui en auraient le droit de s'inscrire au chômage ou de travailler en intérim. Mais pendant ce temps, il faut nourrir la famille, payer le loyer et soutenir verser des agios aux banques.

Pourtant, si les anciens salariés sont dans la détresse, le trio possédant l'entreprise a toujours su préserver ses intérêts. Il s'est versé 70 millions d'euros de dividendes et figurait encore en 2023 au classement des 500 premières fortunes professionnelles françaises. Pendant des années, il a profité de l'exploitation éhontée de travailleurs dans la détresse. Milee est issue d'Adrexo, une entreprise qui se positionnait en concurrente de la Poste pour la distribution des imprimés publicitaires. En 2017 une filiale du groupe Ouest France s'était débarrassée d'Adrexo en la vendant pour un euro symbolique à trois de ses anciens cadres, en leur laissant en outre le siège

d'Aix-en-Provence et en injectant 48 millions d'euros dans le compte d'Adrexo. L'entreprise perdait déjà de l'argent, mais ses nouveaux propriétaires pensaient que cela ne les empêcherait pas d'en tirer profit, ce qu'ils ont fait pendant des années au détriment des salariés, tout en continuant à accumuler les dettes.

En 2022 ses dirigeants ont préféré changer le nom de l'entreprise en Milee, après le fiasco, sanctionné par une lourde amende que fut l'incapacité d'Adrexo à distribuer la propagande électorale des élections régionales de 2021. Les mêmes méthodes ont perduré jusqu'à la faillite finale, qui n'empêchera pas les actionnaires de profiter des richesses accumulées.

C'est ainsi qu'aujourd'hui 10 000 travailleurs sont plongés dans la misère pour le profit de quelques margoulins dont les intérêts sont protégés par la loi sur les faillites.

Daniel Mescla



Les salariés de Milee devant le ministère des Finances.

Sanofi – Compiègne : des garanties, quel que soit le repreneur !

À Sanofi Compiègne, à partir du jeudi 17 octobre, les ouvriers ont fait grève ou ont débrayé pendant trois jours, suite à la vente de la filiale Opella, dont fait partie l'usine.

Cette filiale est très profitable mais Sanofi veut faire encore plus de profits et veut se recentrer sur les activités qui dégagent des marges à plus de 30 % !

Cela fait un an que les travailleurs savent que l'usine va être vendue. Il y a quelques semaines, les noms de deux candidats à la reprise étaient connus : soit un fonds d'investissement de la BNP Paribas allié à des fonds canadiens,

singapouriens et d'Abou Dhabi, soit un fonds de pension venant des États-Unis. Dernièrement, on a su le nom de celui auquel les actionnaires de Sanofi (dont le plus important est la famille Bettencourt) vont vendre Opella : ce sera l'américain CD&R. C'est alors que les syndicats ont, pour la première fois, proposé de débrayer jeudi 17 octobre, deux heures en fin et en début de poste.

Ce jour-là, les ouvriers se sont retrouvés devant l'usine à plus d'une centaine, devant de nombreuses caméras. Les responsables syndicaux et politiques venus pour l'occasion ont surtout entonné les refrains patriotiques, François Ruffin déclarant même qu'il était là pour « *défendre l'intérêt supérieur de la nation* ». Mais parmi les travailleurs, les discussions exprimaient la méfiance envers les assurances de Sanofi qui prétend que la vente ne changera rien. Le futur repreneur cherchera évidemment à faire plus de profits en



supprimant des postes, en licenciant et en aggravant encore les conditions de travail. La grève montrait que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire face aux attaques à venir.

Vendredi 18 et lundi 21 octobre, la grève pour les uns, les débrayages pour les autres, se sont poursuivis, mais avec moins de participants. Les annonces du gouvernement, sur son entrée

à 2 % au capital d'Opella ne rassuraient personne, et encore moins sur les pénalités que Sanofi payerait si des emplois étaient supprimés d'ici cinq ans. Elles sont ridicules pour un trust aussi riche !

Le travail a repris très doucement mardi 22 octobre, les ouvriers satisfaits d'avoir marqué le coup en prévision de l'avenir.

Correspondant LO

Le gouvernement sort le chloroforme

La vente par Sanofi de sa filiale Opella au fonds d'investissement américain CD&R a fait la une des médias. Le fait que les travailleurs d'Opella y voient une menace pour leur emploi a été noyé dans un débat autour du contrôle de la production du Doliprane.

Comme si l'enjeu était que ce médicament reste un « fleuron français »... alors que ses principes actifs sont déjà produits en Chine et en Inde.

Les 1 700 travailleurs d'Opella en France craignent à juste raison pour leur avenir car les ventes de ce type sont toujours des occasions pour attaquer les conditions de travail et supprimer des emplois. La menace concerne au même titre les 100 000 autres travailleurs d'Opella dans le monde car cette filiale est présente dans 150 pays.

Le gouvernement a annoncé lundi 21 octobre qu'un accord tripartite (État, CD&R et Sanofi) accompagnait la vente de 50 % des actions d'Opella de Sanofi au groupe américain. Pour donner crédit aux prétendues garanties incluses dans cet accord, le PDG de Sanofi, Paul Hudson, a déclaré à la presse que les ministres de l'Économie et de l'Industrie s'étaient montrés « *très fermes sur ce qu'ils attendaient, à savoir protéger la souveraineté de produits tels que le Doliprane, assurer l'approvisionnement en*

médicaments et garantir les droits des salariés. » Quand un patron d'un trust comme Sanofi salue ainsi l'action de ministres, on peut être certain que ces derniers n'ont pas exigé grand-chose.

La banque publique Bpifrance prendra donc 1 à 2 % du capital. Si tant est que cette banque veuille défendre les intérêts des salariés de l'entreprise au conseil d'administration d'Opella – et rien n'est moins sûr –, quel poids aura-t-elle face aux 48 ou 49 % de CD&R alliés au 50 % de Sanofi ?

L'accord prévoit aussi le « maintien de la production de Doliprane à Lisieux et à Compiègne » assorti d'une sanction « allant jusqu'à 40 millions d'euros si la production devait s'arrêter ». Mais que seraient ces

40 millions d'euros quand on sait qu'Opella représente un chiffre d'affaires de 5,2 milliards d'euros et que CD&R met 8 milliards d'euros sur la table pour cet achat ?

L'autre engagement concerne un éventuel plan de licenciements. Dans ce cas, l'accord prévoit « 100 000 euros pour chaque licenciement ». Cette garantie est une façon d'annoncer par avance ces licenciements. Quant aux 70 millions d'euros d'investissements sur cinq ans que l'État aurait imposés, « *c'était déjà le niveau des investissements prévus par Opella* », a fait remarquer une militante syndicale de Sanofi.

Les travailleurs n'ont évidemment rien à attendre

de l'État. S'ils doivent se battre, il sera contre eux et du côté des actionnaires, tant CD&R que Sanofi. Car derrière l'agitation d'un grand nombre de femmes et d'hommes politiques autour du Doliprane, « médicament français », il y a l'idée mensongère que des actionnaires français, comme Sanofi, seraient en soi « meilleurs » que des actionnaires étrangers.

La vraie frontière n'est pas nationale, elle est sociale. Il y a les travailleurs d'un côté et les actionnaires de l'autre, quelle que soit leur nationalité. Et quand l'État fait semblant d'être du côté des travailleurs, c'est encore une façon de servir les intérêts des actionnaires.

Pierre Royan

Dassault : la pub est soignée, pas les salaires

Le nouveau site Dassault Aviation à Cergy, en région parisienne, vient d'ouvrir ses portes au 35, boulevard de la Paix... Voilà qui ne s'invente pas, pour le constructeur des avions de combat que sont les Rafale !

L'usine de Cergy va ainsi remplacer celle d'Argenteuil. Confrontée à l'augmentation des commandes d'avions alors même qu'elle rechignait à embaucher depuis longtemps, la

direction de Dassault s'emploie donc à susciter des vocations sans lesquelles les Rafale et autres Falcon ne tomberont pas du ciel. Dassault a ainsi obtenu de la RATP qu'elle crée une

ligne de bus reliant la gare de Cergy à l'usine pour en faciliter l'accès, ce que personne ne pourrait lui reprocher. Mais ces mêmes bus servent aussi à l'entreprise pour y placarder des publicités vantant des CDI et autres formations pouvant aboutir à travailler chez Dassault. Qu'en est-il en réalité ?

Si l'usine manque de

bras et de têtes pour fabriquer ses avions, c'est qu'année après année, Dassault y a rabaissé les salaires. Les actionnaires, majoritairement la famille du même nom, accumulent les profits, tandis que les intérimaires qui y travaillent ne souhaitent souvent pas s'y faire embaucher au salaire proposé, pour autant qu'ils en aient l'opportunité.



Alors, Dassault aurait sans doute pu faire l'économie de cette publicité : si les salaires en vigueur tenaient la route... cela se saurait !

Correspondant LO

Airbus : non aux suppressions d'emplois !

La direction d'Airbus a l'intention de supprimer 2 500 emplois en Europe d'ici mi-2026, dans sa division Défense & Space qui compte 35 000 travailleurs, dont ceux des sites de Toulouse et Élancourt en France.

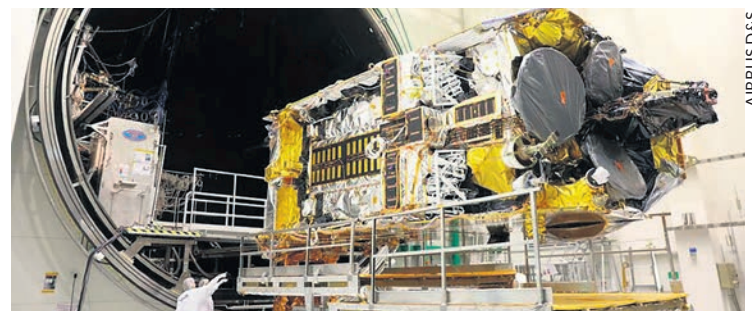
Prétextant des difficultés face à la concurrence, notamment celle de Space X, le patron des activités spatiales Alain Fauré avait prévenu qu'il travaillait sur « un plan agressif », pour faire plusieurs centaines de millions d'économies. Car d'après lui, les mauvais résultats de la branche produisant les satellites plombent les performances financières d'Airbus.

La direction pleure la bouche pleine : le bénéfice

du groupe, du premier semestre 2024, aurait été divisé par deux, mais Airbus a tout de même fait un bénéfice de 825 millions d'euros rien qu'en six mois. Ils s'ajoutent aux quatre milliards d'euros de bénéfice de 2023 et aux milliards des années passées.

Bien des travailleurs se disent que derrière son discours alarmiste, un des objectifs de la direction est de dégager plus d'argent pour les actionnaires en taillant

dans les effectifs. C'est d'autant plus choquant que dans tous les secteurs d'activité du groupe Airbus, le spatial compris, les carnets de commandes sont pleins à craquer. Les travailleurs le constatent tous les jours et aujourd'hui, en semant l'inquiétude, la direction espère leur faire accepter de produire en étant encore moins nombreux. Il y a du travail par-dessus la tête et il faudrait être encore moins nombreux pour le faire ? Au contraire, pour maintenir les emplois il faudrait répartir le travail entre tous, ce que les bénéfices présents et passés ont de quoi financer, sans diminuer les salaires.



AIRBUS D&S

L'annonce a semé une certaine inquiétude parmi les travailleurs, d'autant que la direction ne dévoilera son plan que le 4 décembre. Elle ne parle pas encore de licenciements mais de suppressions de postes, mais de toute façon les 2 500 dont elle parle seraient autant de postes en moins pour des demandeurs d'emploi. Quoi qu'elle en dise, ce serait des emplois en moins et donc des chômeurs en plus. Et qui peut croire qu'il n'y aurait pas d'effet domino pour les travailleurs d'autres secteurs, embauchés ou sous-traitants et prestataires ?

La loi de la concurrence évoquée par la direction pour justifier la suppression de ces 2 500 emplois est celle utilisée par tous les patrons qui licencient, à Airbus, chez Thales, dans l'automobile, l'industrie pharmaceutique, etc. Cette loi est celle du patronat et ne vise qu'à préserver les profits et augmenter les fortunes des actionnaires. Les travailleurs n'ont pas à s'y résigner et doivent, en défendant leurs conditions d'existence, imposer que leurs intérêts passent d'abord.

Correspondant LO

De Gand à Dunkerque : ArcelorMittal écluse l'argent public

Le 11 octobre, le roi des Belges et celui des Pays-Bas ont inauguré la deuxième des plus grandes écluses du monde. Longue de 427 mètres, large de 55 et profonde de plus de 16, elle permettra à des navires géants d'emprunter le canal reliant Gand, en Belgique, à l'embouchure de l'Escaut, aux Pays-Bas.

Il aura fallu des années de travaux et 1,2 milliard d'euros de fonds publics pour construire cette écluse alors que la région, de Dunkerque à Rotterdam

en passant par Anvers, est déjà largement pourvue en ports de grande capacité. Mais voilà, le sidérurgiste géant ArcelorMittal est implanté au bord

du canal Gand-Escaut et a persuadé, sans grand mal semble-t-il, les autorités locales de l'absolue nécessité de cet ouvrage pour la poursuite de son activité. ArcelorMittal, qui a en outre obtenu des centaines de millions d'euros de subventions directes de la Belgique, menaçait en effet de recentrer son activité sur son site de Dunkerque, en France.

En janvier dernier, le ministre de l'économie français, Bruno Le Maire s'était déplacé à Dunkerque, apportant une aide de 850 millions d'euros de l'État, augmentée d'un complément de la région, pour persuader Arcelor de rester à Dunkerque.

En Belgique comme en France, le prétexte est le même : aider ArcelorMittal à décarboner son

entreprise et à conserver les emplois. Le résultat est identique, le groupe empoche les subventions, alors qu'il est ultrabénéficiaire, sans donner aucune garantie sur l'emploi ni sur la pollution.

À croire que la fabrication d'acier n'est qu'un prétexte à pomper l'argent public...

Paul Galois

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Stellantis – Poissy : **non à la fermeture de l'usine !**

Lors du Salon de l'Automobile, Carlos Tavares a déclaré à la presse qu'il « n'excluait pas de fermer des usines », comme si ce rapace et ses compères l'avaient jamais exclu ! Il annoncerait aussi en décembre 2025 si un nouveau véhicule sera attribué ou non à l'usine de Poissy à la suite de l'actuelle Opel Mokka, produite sur les chaînes et dont la production doit s'arrêter vers 2027.

Ces annonces ont été prises par les travailleurs comme une confirmation que la direction veut fermer l'usine, ce dont les signes s'accumulaient depuis un an. Cela fait suite à des semaines de propagande, complaisamment relayée par la presse bourgeoise, sur les prétendus « mauvais résultats » financiers du groupe

et la « baisse des ventes », visant à préparer les esprits à des attaques brutales. Un ouvrier de l'usine Stellantis de Poissy a bien résumé la situation en expliquant : « Tavares nous refait le coup d'Aulnay, le coup de la catastrophe... »

Depuis plusieurs années, la direction vide peu à peu l'usine, passée de

6 000 ouvriers il y a dix ans à un peu moins de 2 000 aujourd'hui. Depuis quelques mois, elle a renvoyé tous les intérimaires, créant un énorme sous-effectif. Elle en a profité pour surcharger les postes de travail afin de pousser les travailleurs à partir d'eux-mêmes, notamment en aggravant brutalement les conditions de travail des ouvriers les plus âgés, qu'elle a mutés de force sur les postes les plus durs du Montage pour essayer de les casser moralement et physiquement.

Aujourd'hui, en évoquant ouvertement la fermeture du site, elle espère qu'un nombre de plus en plus important de travailleurs vont partir, faute de perspectives : moins de travailleurs dans l'usine, ce sera demain moins d'argent à dépenser au moment des licenciements, et surtout moins de troupes susceptibles de se battre contre la fermeture de l'usine.

Mais au moins, pour les mois qui viennent le patron a besoin d'ouvriers pour fabriquer son Opel Mokka, qui se vend très bien.

C'est donc justement maintenant, alors que le patron a besoin de sa

production, que les travailleurs ont le plus de forces pour s'opposer aux projets de la direction. 2 600 salariés, dont 1 900 ouvriers de production, représentent une force considérable, qui leur permet d'imposer un rapport de force.

Comme l'expliquent les militants les plus combatifs dans l'usine : « *Le patron a son calendrier, nous devons avoir le nôtre.* » Il est indispensable de se réunir, de se regrouper, de s'organiser, de réfléchir collectivement à la façon de répondre aux mauvais coups à venir. Quelles que soient les intentions de chacun – partir ou rester –, on n'obtient pas les mêmes garanties seul dans le bureau de son chef qu'à plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, en lutte.

Et la question dépasse le seul site de Poissy : il faut se poser le problème de se battre non seulement sur ce site et avec les travailleurs des nombreux sites sous-traitants qu'une fermeture de l'usine condamnerait irrémédiablement à la fermeture, mais aussi avec ceux de tout le groupe Stellantis également sous la menace d'une fermeture d'usine ou de suppressions d'emplois.

Le projet de fermeture de l'usine de Poissy est inacceptable. Il faut dénoncer inlassablement les mensonges de la direction qui pleure la bouche pleine. Les caisses de Stellantis dégorge littéralement des milliards obtenus par l'exploitation forcenée des ouvriers et les cadeaux de l'État. Durant les cinq dernières années, Stellantis a réalisé en moyenne un milliard d'euros de bénéfice par mois, et plus de 18 milliards d'euros au total l'année dernière. Pour les six premiers mois de 2024, ce que la presse a appelé « *la descente aux enfers de Stellantis* », se chiffre à 5,6 milliards d'euros de profits au lieu de 11 l'année précédente !

Et c'est ce groupe qui se prépare à fermer une des plus grosses usines de la région parisienne et à laisser sur le carreau des milliers de travailleurs, ceux de l'usine et ceux des sous-traitants. Les travailleurs ont toutes les raisons de contrecarrer ce projet révoltant, et doivent s'y préparer dès maintenant. Ils en ont le nombre, et ils ont la force.

Correspondant LO



Italie : les travailleurs de l'automobile dans la rue

Vendredi 18 octobre, près de 20 000 travailleurs de Stellantis et des entreprises sous-traitantes du secteur automobile se sont retrouvés pour manifester dans les rues de Rome.

L'appel commun des trois plus importantes confédérations syndicales comptait sans doute pour quelque chose dans le succès de la manifestation, mais elle traduit aussi et surtout l'inquiétude des travailleurs de Stellantis, unique constructeur à posséder des usines en Italie.

Du nord au sud du pays, de l'usine de Turin-Mirafiori, à celle de Pomigliano près de Naples, les ateliers se vident, les semaines, voire les mois de chômage technique s'additionnent. Parmi les intervenants à la fin de la manifestation, un délégué GGIL de l'usine de Pomigliano témoignait ainsi : « Certains de mes camarades de travail ont davantage l'impression d'être employés par la Prévoyance sociale que par Stellantis, car depuis plus de dix ans, ils sont plus souvent en chômage technique ou en contrat de solidarité, qu'à

leur poste de travail. » Et il ajoutait : « Ce n'est pas une situation due à Tavarès et au mariage de FCA avec Stellantis. Parce que d'une marque à l'autre, de Fiat avant-hier à FCA hier en passant par Stellantis aujourd'hui, nous étions au chômage technique hier et sommes au chômage technique aujourd'hui. »

Des travailleurs des équipementiers étaient également présents : un délégué syndical de Lear, à Grugliasco en banlieue turinoise, a souligné que les ouvriers qui y fabriquent des sièges savent bien que leur sort est intimement lié à celui des travailleurs de Stellantis et appelait à un « combat commun pour nous garantir un avenir à tous ».

Sous le slogan « Changeons de vitesse, accélérons pour un futur plus juste », les dirigeants syndicaux se sont succédé à la tribune à l'issue de la manifestation. Mais loin de dénoncer les



mensonges de Tavarès, qui pleure sur une chute historique des bénéfices quand 5,6 milliards sont rentrés dans les caisses au premier semestre 2024, ils ont repris, à quelques nuances près, le refrain de la « crise historique » du secteur automobile, pour en appeler à un plan industriel pour l'Italie. Tout en se réjouissant de l'unité entre tous les sites et entre les trois organisations syndicales, les dirigeants ont donné pour seule perspective aux travailleurs de revendiquer « une identité italienne à défendre ».

Les directions syndicales reprennent ainsi la chanson du patronat. Tavares ne réclame pas autre chose quand il explique qu'il attend du gouvernement italien qu'il « se donne les moyens de conserver les emplois » en investissant davantage dans les infrastructures de transport, dans la prime à l'achat d'un véhicule électrique, en fait en ouvrant le robinet d'argent public pour faire augmenter le pactole des actionnaires de Stellantis.

Pour défendre leur peau, les dizaines de milliers de travailleurs de l'automobile

doivent avoir conscience que le « futur plus juste » ne dépend pas des promesses plus ou moins fumeuses de plans d'investissement dans le « joyau Fiat » que le gouvernement Meloni comme les directions syndicales appellent de leurs vœux. Il dépend au contraire de la riposte que les travailleurs de l'ensemble du groupe et des équipementiers doivent préparer pour exiger que les milliards de bénéfices accumulés sur leur dos servent à maintenir tous les emplois et à permettre une vie digne à tous.

Nadia Cantale